



HAL
open science

L'extrême droite en Espagne ou les ressorts d'une séduction retrouvée

Manuelle Peloille

► **To cite this version:**

Manuelle Peloille. L'extrême droite en Espagne ou les ressorts d'une séduction retrouvée. Matériaux pour l'histoire de notre temps, 2021, Les droites extrêmes en Europe depuis 1945, 139-142, pp.33-37. 10.3917/mate.139.0033 . hal-03678396

HAL Id: hal-03678396

<https://hal.science/hal-03678396>

Submitted on 25 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'extrême droite en Espagne ou les ressorts d'une séduction retrouvée

MANUELLE PELOILLE, PROFESSEURE D'ÉTUDES HISPANIQUES - 3L.AM - EA - 4335 - UNIVERSITÉ D'ANGERS

Note de l'auteur : Cette contribution est le remaniement d'un travail présenté au séminaire de l'IHTP « Mémoire et histoire en Amérique latine, Espagne et Portugal », dirigé par Jordi Canal, Enrique Fernández Domingo, Frédérique Langue, Laura Reali et Pascale Thibaudeau, le 14 février 2018.

DÉPLACER LES CURSEURS

De quoi parle-t-on lorsqu'on emploie l'étiquette d'extrême droite ? Comme le signale Anne Quinchon-Caudal en ouverture de ce dossier, « il est en réalité difficile de conférer à cette notion un contenu conceptuel rigoureux », car elle suppose un curseur se déplaçant par rapport à des points de référence eux-mêmes mobiles. Uwe Backes propose de fuir le « catalogue exhaustif de caractéristiques » au profit d'un choix des seules caractéristiques « utiles à déterminer la frontière entre un objet et ses voisins¹ », permettant de ne pas se perdre dans la forêt concurrentielle de « vocables aussi divers qu'extrémisme de droite, radicalisme de droite, nationalisme, racisme, fascisme, néo-fascisme, nouvelle droite, populisme de droite ou fondamentalisme de droite² ». Dans son essai de conceptualisation, il propose des traits distinctifs généraux, avant de donner la spécificité de l'extrémisme de droite :

« Dans le concept d'extrémisme, on peut distinguer des caractéristiques positives et négatives. Les éléments négatifs englobent toutes les tendances anticonstitutionnelles et antidémocratiques, avant tout l'hostilité aux partis, l'anti-pluralisme, le refus de la division des pouvoirs, le rejet de l'idée des droits de l'homme. Les dimensions positives découlent des caractéristiques idéologiques structurelles sur la base desquelles les négatives s'articulent : prétention à l'absolutisme, dogmatisme, utopisme et rejet catégorique de l'utopisme, stéréotypes amis/ennemis, théories de la conspiration, fanatisme et activisme³. L'extrémisme de droite diffère de celui de gauche parce qu'il affirme fortement la notion d'inégalité des individus entre eux et qu'il nie de manière implicite ou explicite l'ethos – situé au cœur du libéralisme et de la démocratie – du principe d'égalité fondamentale entre les hommes⁴. »

Norberto Bobbio, à la suite d'autres, apporte l'idée des transferts et capillarités, en prenant l'exemple de Carl Schmitt, largement accepté à gauche, parfois de manière masquée : « Carl Schmitt, qui fut pendant un certain temps, non seulement partisan, mais aussi théoricien de l'État nazi, a été, du moins en Italie, redécouvert et remis à l'honneur surtout par des intellectuels de gauche, alors qu'il fut l'adversaire, lors du grand débat constitutionnel de l'époque de Weimar, du plus important théoricien de la démocratie du moment, Hans Kelsen⁵ ».

Si le populisme n'est pas l'apanage exclusif de la droite extrême, comme le montrent Ernesto Laclau et Chantal Mouffe⁶, et si le terme est aussi utilisé pour disqualifier des demandes populaires légitimes, un courant ou mouvement d'extrême droite peut revêtir des aspects populistes entendus ainsi : « Les mouvements populistes prétendent être l'expression de la véritable volonté populaire et affirment représenter les intérêts de l'homme de la rue contre les élites politiques ayant perdu le contact avec les masses⁷ ».

NOUVEAUX ANCRAGES

Les courants d'extrême droite, disqualifiés après 1945 dans le monde et après la mort de Franco dans le cas de l'Espagne, n'ont pas cessé d'exister, quand bien même de manière souterraine. Selon les pays, depuis les années 2000, ils ont retrouvé, à la faveur de la crise mondiale de 2007, des prises leur permettant de séduire un nombre non négligeable de citoyens et de revenir sur le devant de la scène. D'une manière générale, les principales aspérités auxquelles s'accrochent aujourd'hui ces courants sont la crise générale du capitalisme, le discrédit du système parlementaire favorisé par l'opprobre sur ses dirigeants impliqués dans des affaires de corruption spectaculaires et incapables de satisfaire les besoins

- d'une large partie de population, le terrorisme commis au nom de la religion musulmane apparaissant comme une menace pour la civilisation. Un autre ancrage est représenté par le brouillage des repères usuels constitué par les théories relativistes, raciales et de genre, rejetées ou incomprises par de larges franges des populations, ce que les droites extrêmes exploitent à leur profit. Enfin, l'absence de proposition structurée de la part des organisations de gauche fait qu'à la différence de l'entre-deux-guerres, les organisations d'extrême droite ont moins de concurrence sur la scène politique.

UNE ÉCLIPSE DE L'EXTRÊME DROITE EN ESPAGNE ?

Dans le cas particulier de l'Espagne, l'extrême droite n'était plus visible. La principale formation de la Transition, Fuerza Nueva, incapable de capter des membres au-delà des cercles cramponnés à l'idéal franquiste, avait été dissoute en 1982. De manière souterraine, le Cercle Espagnol des Amis de l'Europe (CEDADE), mouvement néo-nazi fondé en 1965, a poursuivi ses activités officiellement jusqu'en 1993⁸. Puis vint 2018. Après la tentative de sécession des indépendantistes catalans à l'automne 2017, la formation Vox, qui obtenait des scores ridicules depuis sa création en 2013 (0,23 % aux élections législatives de 2015 et 0,20 % l'année suivante), obtient son premier succès électoral aux élections régionales andalouses de décembre 2018, confirmé aux élections législatives de 2019 (10,26 % des voix). Son insistance sur l'unité de l'Espagne, contre les visées séparatistes des dirigeants catalanistes, a manifestement séduit une part de l'électorat.

Jusqu'alors, l'Espagne apparaissait comme une exception en Europe, comme si elle était immunisée contre une extrême droite qui demeurait invisible. C'est ce qu'affirmait Isabel Piquer dans l'article « L'Espagne, ce pays où l'extrême droite n'existe pas », publié dans *Le Monde* du 30 avril 2017, ou Carmen González Enríquez dans un rapport pour l'Institut Royal El Cano, think tank de la droite libérale espagnole, intitulé *L'exception espagnole : chômage, inégalité et immigration, mais pas de partis populistes de droite*. D'un point de vue français surplombant, cette apparente inexistence de l'extrême droite signifiait la réussite de l'« homologation démocratique » du pays voisin. La réponse à cette énigme semblait simple : le Parti Populaire avait recueilli les représentants résiduels de l'extrême droite⁹, et sa gestion de la crise catalane, avec le recours à l'article 155 de la Constitution de 1978, a mené la presse britannique à crier au retour du loup franquiste, alors même que le Gouvernement s'est contenté d'appliquer la Constitution, comme aurait fait tout État fédéral. En 2017, l'Espagne, loin de revenir à une supposée anomalie, demeurait dans la norme des États décentralisés ou fédéraux.

Ces positions sont aisément compréhensibles, au vu de six facteurs exposés par Xavier Casals : les très faibles scores électoraux de l'extrême droite, avec un seul député élu aux Cortès de 1979 à 1982, le chef de Fuerza Nueva, Blas Piñar, et quelques conseillers municipaux et députés européens ; le morcellement et l'absence de tête unificatrice visible ; la captation d'éléments d'extrême droite dans d'autres partis et institutions, comme le Parti Populaire, l'Opus Dei, la PxC catalane ; la présence d'autres voies de canalisation du mécontentement populaire (nationalismes, Podemos, plates-formes) ; la visibilité des actions spectaculaires et des excès des clubs de supporters ultras se faisait au détriment du programme politique¹⁰.

Cette explication appelle plusieurs compléments. Selon ce même auteur, si l'extrême droite espagnole a connu un reflux, c'est d'abord parce que, étant au pouvoir durant trente-six ans, elle n'a pas eu à s'adapter aux évolutions européennes, et n'a pas su ou pu le faire dans la décennie qui a suivi. Ensuite, son chef, Blas Piñar, est demeuré ancré sur une logique de croisade, de guerre civile, tandis que le Français Jean-Marie Le Pen avait tenu compte des évolutions de la société, et avait su rallier à sa cause des électeurs pas nécessairement issus des cercles d'extrême droite¹¹. Mais les positions de Vox, créé l'année où sortait ce livre de Xavier Casals, inversant la charge de la violence en accusant le gouvernement socialiste de réveiller la guerre civile, participent de cette logique que l'on croyait oubliée. Et si cette formation ne parle plus de croisade, ses cibles sont bien définies : indépendantistes catalans, féministes, immigrés clandestins, substitués des rouges d'antan. Casals poursuit dans la recherche des facteurs de cette éclipse : quand la Guinée espagnole a connu son processus de décolonisation, il n'y eut pas d'opposition d'extrême droite ; l'influence de 1968 en Espagne est bien réelle, mais elle ne fonde pas de réaction structurée ; le poids des catholiques induit une méfiance envers la droite païenne, mieux acceptée au Nord de l'Europe. Enfin, l'extrême droite espagnole ne pouvait pas jouer sur la défiance envers l'Union européenne, car le peuple y était globalement favorable et les subventions affluaient. On pourrait ajouter que jusqu'au milieu des années 1990, le poids de la population immigrée était extrêmement limité : en Espagne, les étrangers représentaient 1 % de la population en 1992, 10 % en 2007¹². En France, les mouvements populistes ou de droite extrême jouent sur le thème de l'immigration alors que les étrangers ne représentent en 2018 que 7 % de la population, contre 9,8 % en Espagne¹³. La droite espagnole a tardé à s'emparer du thème de l'immigration : désormais Vox adopte un discours décomplexé à ce sujet. Les propositions pour l'investiture à la présidence de la région Andalousie de 2018 invitent à « collaborer avec la police dans l'identification des immigrants illégaux pour permettre leur expulsion » (point 5), tandis que le programme

national (*100 mesures pour une Espagne vive*) prône l'expulsion et la sélection des immigrés sur critères culturels (points 14 et 22).

DES INITIATIVES ISOLÉES SANS CORPUS DOCTRINAL

Cet ensemble de facteurs font que, avant l'apparition de Vox, l'extrême droite espagnole s'est présentée d'abord sous forme de partis minoritaires fondés par des hommes d'affaires, qui n'ont jamais connu le succès de Berlusconi : Francisco Javier Ruiz Mateos, Jesús Gil et Mario Conde. Le premier voulut donner dans les années 1980 une leçon au gouvernement qui venait d'exproprier son entreprise (RUMASA) ; le second, promoteur immobilier impliqué dans un grave accident de construction en 1969, avait rebondi comme président du club Atlético de Madrid et comme maire de Marbella de 1991 à 2002, où avait prospéré le clientélisme ; le dernier a détourné 600 millions de pesetas de la Banque Espagnole de Crédit (Banesto) qu'il avait dirigée de 1987 à 1993. Malgré leur faiblesse doctrinale, tous se posent comme « antisystème », et « proches des gens », de l'homme de la rue. Ce dernier trait est une survivance, dans un contexte démocratique, de l'un des points fondamentaux de la Phalange édictés en 1933, selon le raisonnement suivant : les partis politiques sont artificiels, par contre, nous naissons tous dans une famille, nous vivons tous dans une commune, nous avons tous un travail, donc ces trois éléments doivent être la base de la représentation politique¹⁴. La « proximité » avec la vie sociale est un aspect populiste important configurant le discours d'extrême droite, même si on le trouve aussi à l'extrême opposé.

LE POTENTIEL DE LA CRISE DE 2008

La crise des années 2010 constitue un potentiel de développement pour l'extrême droite. Les partis de droite, Parti Populaire et Ciudadanos, recueillent les voix des partisans de l'unité. Mais la concurrence entre eux profite à Vox, qui oblige les deux premiers à adopter un discours plus radical¹⁵. Avant Vox, la Plataforma per Catalunya fait une percée en 2013, avec 69 conseillers municipaux. Et, tandis que l'extrême droite madrilène demeure prisonnière de vieux schémas, c'est à Barcelone et Valence que ces courants se modernisent, car ils doivent affronter les mouvements sociaux et régionalistes. Pour Xavier Casals, leur faiblesse électorale « a obligé à une rénovation idéologique et à se réinventer de manière continue pour subsister et se développer dans la mesure du possible. En conséquence, la capitale catalane a été le foyer le plus dynamique, créatif et représentant idéologique de la droite d'État¹⁶ ».

LES RESSORTS DE LA SÉDUCTION

C'est, semble-t-il, avec Vox que le corpus doctrinal, enfin, tient compte de l'évolution de la société espagnole. Voyons comment ce parti séduit son électorat. Il ne prétend pas rétablir la représentation par familles, municipales ou corporations, et s'inscrit donc, du moins dans un premier temps, dans le système des partis. Mais il manie le ressort de la proximité avec le peuple dans sa présentation, disponible sur son site internet : « Vox est le parti du sens commun », loin des communicants puisqu'il représente « l'Espagne qui n'a pas besoin de consulter des sondages ni de lire un journal pour savoir quel est le discours à la mode ». Il se pose en relais politique des sans voix, « de ce que pensent des millions d'Espagnols chez eux ». Face aux Espagnols se dresse selon les promoteurs de Vox un ennemi puissant, correspondant à un gouvernement invasif qu'il faut « expulser de la vie privée », à l'État, dont il faut « réduire la taille », au « modèle qui place les Espagnols au service des politiques », à un « politiquement correct étouffant », à des « moyens de communication et à des partis » qui « imposent leurs croyances à la société ». La dialectique ami-ennemi est à l'œuvre, comme dans le discours des droites extrêmes. De tels éléments de langage trouvent leur pendant dans l'image correspondant à l'« Agenda Espagne » de 2021 (voir illustration). En regard d'un montage de photographies d'hommes et de femmes politiques des partis implicitement et en bloc associés au modèle politique à éliminer (on reconnaît, entre autres, Iñigo Errejón de Podemos, Pedro Sánchez du PSOE, Inés Arrimadas de Ciudadanos), choisis pour leur expression tantôt agressive, tantôt enjouée, disposés sur fond multicolore, on devine, à droite, l'orateur Santiago Abascal, de dos, en transparence, tourné vers ce qui apparaît comme une foule innombrable, et couvert d'un cercle portant seulement deux couleurs, celles de l'Espagne. Plus encore, l'orientation des trapèzes rouges disposé de part et d'autre rappelle par leur disposition les cinq flèches du symbole de la Phalange espagnole, le joug et les flèches. Simplicité contre confusion, simplicité affichée dans les programmes commençant par « 100 mesures » ou « 10 mesures ». Vox propose, comme de nombreuses formations d'extrême droite, des réponses simples, voire binaires, aux conséquences de la crise multifactorielle qui s'est déclarée en 2008, composée d'une perte de légitimité de l'institution monarchique, du Roi Juan Carlos lui-même, et de faillites massives des familles endettées et des entreprises familiales. Tant dans le texte qui suit que dans l'image, on observe cette volonté de simplification.

Vox joue sur d'autres ressorts pour séduire l'électorat. Dans cette brève présentation, on fait appel à la pulsion de liberté face à ce qui est présenté comme un ennemi puissant : « chez Vox nous ne disons pas aux Espagnols comment ils doivent penser, parler ou sentir, nous disons aux media et aux partis de cesser d'imposer leurs croyances à la société » ;

● ● ●



Fig. 1 : Vox: Agenda España, DR

le rôle de l'État est appelé à diminuer, le Gouvernement doit être « expulsé de la vie privée » ; l'on affiche enfin une indépendance à l'égard de la popularité des positions prises¹⁷.

SUR LE TERRAIN ADVERSE

Une tendance récente de l'extrême droite consiste à se placer sur le terrain de l'universalisme des Lumières, contre le terrorisme islamiste par exemple, parce que la gauche abandonne ce terrain. Vox exploite ce filon. Mais dans son cas, on retrouve une spécificité espagnole. En 2007, le gouvernement de José Luis Rodríguez Zapatero fait adopter une loi connue sous le titre de *Loi de mémoire historique*, et en 2017, l'Andalousie avait adopté une *Loi de mémoire historique et démocratique*¹⁸. Partant du postulat qu'il n'appartient pas au législateur de statuer sur des questions historiques, mais dans le but inavoué de réhabiliter l'ancien camp de vainqueurs de la guerre civile, Vox propose l'annulation de ces deux textes¹⁹.

C'est au nom de l'égalité, dans leur programme national cette fois, qu'ils demandent l'annulation de la Loi relative à la violence de genre de 2004²⁰ : « Annulation de la loi relative à la violence de genre et de toute norme qui discrimine un sexe par rapport à un autre. En remplacement, promulgation d'une loi relative à la violence intrafamiliale qui protège de manière égale les personnes âgées, les hommes, les femmes, les enfants. Suppression des organismes féministes radicaux subventionnés, poursuites envers les fausses accusations. Protection du mineur dans les cas de divorce ».

Moyennant ces ressorts de séduction, Vox nous indique son cap, clairement fixé à droite toute sur le curseur actuel de la politique espagnole : « Notre projet se résume à la défense de l'Espagne, de la famille et de la vie », annonce le texte de présentation. Sont clairement réintroduits les thèmes traditionnels de la droite espagnole catholique, comme le natalisme, clairement promu dans les propositions pour l'investiture du Président de la région Andalousie. Outre les abattements fiscaux proportion-

nels au nombre d'enfants, une augmentation du nombre de garderies et une propagande nataliste active dans toutes les instances, Vox propose : « Approbation d'un Plan intégral de développement de la natalité et campagne de prise de conscience de la gravité de l'hiver démographique. Soutien spécial aux familles nombreuses. [...] Prêter une attention toute particulière aux grossesses non désirées, en fournissant aux femmes une information, un soutien et des alternatives à même d'éviter le drame de l'avortement [...] ».

L'UNITÉ AVANT TOUT

En tête des cent mesures proposées figurent celles relatives à l'unité, thème qui ne pouvait que séduire nombre d'électeurs hostiles au tour indépendantiste que prenaient les dirigeants catalanistes. La troisième mesure rappelle la *Loi des juridictions* de 1906²¹, même si les délits d'outrage à la nation, au drapeau, à l'hymne et à la Couronne demeurent jugés par des tribunaux civils et non militaires. Différence de taille avec ses concurrents Ciudadanos et Parti Populaire, Vox souhaite revenir sur l'État des autonomies instauré en 1978, en promouvant un État unitaire, une recentralisation des compétences d'éducation, de santé, de police et de justice et la suppression des parlements régionaux. Ce discours est, en Espagne l'apanage de l'extrême droite. Depuis quelques années, il devient audible pour une part croissante de l'électorat.

L'irruption de Vox révèle l'enrichissement du corpus doctrinal de l'extrême droite espagnole, qui s'est détaché des mythes franquistes et a dépassé le populisme du béton des années 1980 ou les groupuscules fascistes sans influence réelle.

LES DEUX FACES DE LA DROITE EXTRÊME

Si l'on se souvient des éléments de définition proposés par Uwe Backes, on remarque des variations importantes entre ce que propose Vox et les traits attribués aux mouvements de la droite extrême. Mais il convient de distinguer, d'une part, l'avant et l'après prise de pouvoir et, d'autre part, le corpus doctrinal de la façon dont ce corpus est présenté au public. Tant que les partis de la droite extrême n'ont pas conquis le pouvoir, ils se présentent sous des jours égalitaires, libertaires, fraternels. Ainsi, on voit que Vox ne préconise pas l'inégalité entre les hommes, participe à la vie politique de la démocratie, ne rejette pas la division des pouvoirs. Mais qui peut prédire son évolution en cas de succès électoral majeur ? La leçon italienne nous fut administrée à cet égard par Francesco Nitti. Que le lecteur ou la lectrice la médite : « Le fascisme se présenta au public, au mois de mars 1919, en soutenant toutes les causes qu'il nie aujourd'hui. Au lieu des formules d'anti-démocratie et de hiérarchie qu'il proclame, le

fascisme avait des principes extrêmement radicaux : constituante nationale, comprise comme étant la section italienne d'un mouvement révolutionnaire européen ; abolition de la Monarchie et proclamation de la souveraineté populaire ; abolition du Sénat et de toute forme artificielle et arbitraire de privilège, abolition de la police politique ; abolition de tous les

titres de caste, de tous les titres nobiliaires et chevaleresques ; liberté de conscience et de religion dans la forme la plus large ; dissolution des sociétés anonymes ; suppression de toute espèce de spéculations (sic) des banques et des bourses ; recensement des richesses et réduction des grandes fortunes ; attribution de la terre aux paysans associés ; élimination de la diplomatie secrète et confédération des États européens, etc.²³» ■

SOURCES

Vox (dir.) «Propuestas para la investidura del Presidente de la Junta de Andalucía», janvier 2017. < <https://www.voxespana.es/biblioteca/propuesta-vox-andalucia.pdf> >
 Vox (dir.) «100 medidas para la España viva», 2018. < <https://www.voxespana.es/noticias/100-medidas-urgentes-de-vox-para-espana-20181006> >

BIBLIOGRAPHIE

Uwe Backes, « L'extrême droite : les multiples facettes d'une catégorie d'analyse », in Pascal Perrineau (dir.), *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes-droites*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2001, p. 13-29.

Uwe Backes, « Extrême, extrémité, extrémisme. Une esquisse de l'histoire des mots dans la langue politique française », in *Mots*, n°55, 1998, p. 142-152. < https://www.persee.fr/doc/mots_0243-6450_1998_num_55_1_2355 >

Astrid Barrio, *Vox, la fin de l'exception espagnole*, rapport rédigé pour la Fondation pour l'innovation politique, août 2019, 56 p. < <https://www.fondapol.org/etude/vox-la-fin-de-lexception-espagnole/> >

Norberto Bobbio, *Droite et gauche*, Paris, Le Seuil, 1996, 160 p.

Xavier Casals, *El pueblo contra el parlamento. El nuevo populismo en España 1989-2013*, Barcelone, Pasado y Presente, 2013, 392 p.

Cas Mudde, « The war of words defining the extreme right party family », in *West European Politics*, vol. 19, n° 2, 1996, p. 225-248.

Pascal Perrineau (dir.), *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes-droites*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2001, 425 p.

José Luis Rodríguez Jiménez, *La extrema derecha española en el siglo XX*, Madrid, Alianza, 1997, 554 p.

Notes

- Uwe Backes, « L'extrême droite : les multiples facettes d'une catégorie d'analyse », in Pascal Perrineau (dir.), *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes-droites*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2001, p. 16. Voir aussi, du même auteur, « Extrême, extrémité, extrémisme. Une esquisse de l'histoire des mots dans la langue politique française », *Mots*, n°55, 1998, p. 142-152. https://www.persee.fr/doc/mots_0243-6450_1998_num_55_1_2355, consulté le 14 avril 2021.
- Ibid.*, p. 13.
- Uwe Backes, « L'extrême droite : les multiples facettes... », chap. cit., p. 22.
- Ibid.*
- Norberto Bobbio, *Droite et gauche*, Paris, Le Seuil, 1996, p. 63.
- Ernesto Laclau, *La raison populiste*, Paris, Seuil, 2008 ; Chantal Mouffe, *Pour un populisme de gauche*, Paris, Albin Michel, 2019.
- Uwe Backes, « L'extrême droite : les multiples facettes... », chap. cit., p. 20.
- José Luis Rodríguez Jiménez, *La extrema derecha española en el siglo XX*, Madrid, Alianza, 1997.
- C'est la thèse défendue par Astrid Barrio dans son rapport *Vox, la fin de l'exception espagnole*, rapport rédigé pour la Fondation pour l'innovation politique, août 2019, p. 12. <https://www.fondapol.org/etude/vox-la-fin-de-lexception-espagnole>, consulté le 12 juillet 2021.
- Xavier Casals, *El pueblo contra el parlamento. El nuevo populismo en España*, Barcelone, Pasado y Presente, 2013.
- José Luis Rodríguez Jiménez, *La extrema derecha española...*, op. cit., p. 499.
- Source : Insee, *Tableaux de l'économie française*, 2020, p. 35.
- Voici ce que dit le point 5 des points fondamentaux de la Phalange espagnole (1933) : *Mais les candidats vainqueurs, qu'ont-ils à faire des peuples ? Eux, ils s'en vont à la capitale, pour briller, apparaître dans les journaux et gâcher leur temps à se disputer sur des choses compliquées, que les peuples ne comprennent pas. Pourquoi les peuples auraient-ils besoin de ces intermédiaires politiques ? Pourquoi chaque homme, pour intervenir dans la vie de la nation, doit-il adhérer à un parti politique ou voter pour les candidats d'un parti politique ? Nous naissons tous dans une famille. Nous vivons tous dans une commune. Nous travaillons tous dans un métier ou une profession. Mais personne ne naît ni ne vit naturellement dans un parti politique. Le parti est une chose artificielle qui nous unit à des gens d'autres communes et d'autres métiers, avec lesquels nous n'avons rien en commun, alors qu'il nous sépare de nos voisins et camarades de travail, ceux avec lesquels nous vivons vraiment. Un véritable État, comme celui que veut la Phalange espagnole, ne sera pas fondé sur la fausseté des partis politiques, ni sur le*

Parlement qu'ils engendrent. Il reposera sur les authentiques réalités vitales. La famille. La commune. La corporation ou le syndicat.

- Astrid Barrio, *Vox, la fin de l'exception espagnole*, rapport cité, p. 15-16.
- Xavier Casals, *El pueblo contra el parlamento. El nuevo populismo en España*, Barcelone, Pasado y Presente, 2013, p. 186.
- Toutes les citations de ce paragraphe sont extraites de ce texte de présentation, disponible sur le site web de Vox, et dont voici l'original : « VOX es la voz de la España Viva. Un movimiento de extrema necesidad que nace para poner a las instituciones al servicio de los españoles, en contraste con el actual modelo que pone a los españoles al servicio de los políticos. VOX es el partido del sentido común, el que pone voz a lo que piensan millones de españoles en sus casas; el único que lucha contra la corrección política asfixiante. En VOX no les decimos a los españoles cómo tienen que pensar, hablar o sentir, les decimos a los medios y a los partidos que dejen de imponer sus creencias a la sociedad. Nuestro proyecto se resume en la defensa de España, de la familia y de la vida; en reducir el tamaño del Estado, garantizar la igualdad entre los españoles y expulsar al Gobierno de tu vida privada. Somos la España que no necesita mirar encuestas ni leerse un periódico para saber cuál es el discurso de moda. Nuestro discurso nace de nuestras convicciones, al margen de si éstas son más o menos populares. En definitiva, VOX es el partido de la España viva, libre y valiente ».
- Ley 52/2007 por la que se reconocen y amplían derechos y se establecen medidas en favor de quienes padecieron persecución o violencia durante la guerra civil y la dictadura*, BOE n°310, 27 décembre 2007 et *Ley 2/2017, de 28 de marzo, de Memoria Histórica y Democrática de Andalucía*, BOE n°95, 21 avril 2017. Le nouveau projet de loi de mémoire démocratique est actuellement en cours de discussion aux Cortès.
- Respectivement, mesure n°9 des 100 mesures pour une Espagne vive et n°12 des propositions pour l'investiture du Président de la Région Andalousie.
- Ley Orgánica 1/2004 de Medidas de Protección Integral contra la Violencia de Género*, BOE, n°313, 29 décembre 2004.
- En vigueur de 1906 à 1931, la loi dite « des juridictions », concession à l'armée espagnole hostile au nationalisme catalan, est adoptée après le saccage de l'hebdomadaire satirique *Cu-cut* par des militaires mécontents de se voir caricaturés. Elle fait passer sous juridiction militaire toute offense aux symboles nationaux, royaux ou militaires < <https://www.boe.es/datos/pdfs/BOE/1906/114/A00317-00318.pdf> >.
- Francesco Nitti, *Bolchevisme, fascisme et démocratie [La liberté]*, Paris, Éditions du progrès civique, 1926, p. 66.